

Appel à mobilisations contre la proposition de loi

Sécurité globale ce samedi 12 décembre

Depuis près de 5 semaines, les rassemblements et mobilisations contre la proposition de loi Sécurité globale ont fait descendre des centaines de milliers de personnes dans plus de 100 villes en France pour dénoncer une dérive sécuritaire très inquiétante : rassemblement du 17 novembre devant l'Assemblée nationale à Paris, rassemblements du 21 novembre, Marches des Libertés du 28 novembre et Marches des Libertés et des Justices du 5 décembre partout en France.

Le gouvernement mène une entreprise de démolition des libertés publiques fondamentales en France, à travers la proposition de loi Sécurité globale et ses articles 21, 22 et 24.

Nous en exigeons le retrait. Nous ne sommes pas dupes et nous observons que l'article 24 risque d'être réintroduit avec l'article 25 du projet de loi dite "Séparatisme".

Nous dénonçons depuis le 8 novembre les nombreuses atteintes à la liberté de la presse, à la liberté d'informer et d'être informé, à la liberté d'expression, et l'instauration d'une surveillance de masse. Nous nous opposons à une dérive autoritaire de l'État qui s'accélère, avec des décrets liberticides décidés à la hâte.

Alors que trois décrets du ministère de l'Intérieur, publiés discrètement le vendredi 4 décembre au Journal Officiel visent à élargir les possibilités de fichage dans le cadre d'enquêtes menées par la police, la gendarmerie ou encore de la part de l'administration, nous sommes d'autant plus déterminé.es à défendre nos droits contre la répression, la surveillance et le musellement des libertés **et nous serons à nouveau devant la Sous-Préfecture d'Arles ce samedi 12 décembre à 10h30 pour exiger le retrait de la loi dite "de Sécurité Globale"**.

A l'appel de :

Union Locale CGT d'Arles,

FSU Arles

RESF Arles

LDH Section d'Arles

ATTAC Arles

Section du PCF d'Arles

Groupe Gracchus Babeuf Libre Pensée Arles

SNJ